

L'industrie automobile doit être pérennisée à Blanquefort

samedi 27 octobre 2018, par [Gerard Bouchet](#)

Le 25 octobre 2018, à 13h, se sont rassemblés des centaines de salariés et de retraités, Place de la République à Bordeaux, à l'appel de la CGT, de FO, de la CFTC, et de partis politiques, Lutte Ouvrière, le NPA, le PCF, et le POID, pour protester contre la fermeture programmée de l'usine FORD à Blanquefort qui mettrait sur le carreau 872 emplois directs et 3000 emplois indirects induits. En effet, la direction de FORD a décidé de délocaliser l'activité de l'entreprise Ford Aquitaine Industrie (FAI) aux États-Unis en 2019, ce qui est inacceptable, au vu de l'argent public déjà reçu (plus de 50 millions d'€ depuis 2013). Sans compter les subventions futures probables pour accompagner une fermeture (coût d'une dépollution). Inacceptable, face aux 4000 emplois menacés à Blanquefort. Inacceptable, quand la production de Blanquefort répond à un secteur qui se porte très bien et connaît des perspectives d'avenir florissantes. Les besoins en véhicules « propres » (électriques, hybrides...) sont prégnants. Le secteur de l'automobile a une responsabilité toute particulière face au réchauffement climatique. Le récent rapport du GIEC le souligne en alertant sur l'exigence d'une réduction de plus de 40% des consommations d'énergie fossile dans le transport. Une multiplication par cinq des ventes, soit 150 000 véhicules électriques sur le marché français en 2022 est déjà prévue. Blanquefort est un site industriel de l'automobile qui constitue une richesse de compétences et un potentiel formidable pour répondre à ces besoins sans précédent. L'avenir des deux équipementiers présents, celui de FAI et celui de Getrag Ford Transmissions (800 salariés également) est ainsi extrêmement lié. Le groupe Ford avait commandité un cabinet pour mener une étude en vue d'une reprise d'activité. Cependant, la multinationale, qui a fait des profits énormes (7 milliards de dollars en 2017, plus de 40 milliards de dividendes en 5 ans) a osé prendre la décision de fermer définitivement cette usine, en faisant un pied de nez aux salariés et aux collectivités territoriales. D'ailleurs, lors de la manifestation du 25 octobre, des élus étaient présents pour exiger le maintien d'activité de l'établissement FAI, Alain Rousset, président de la région Nouvelle Aquitaine, et la Maire de Blanquefort. Cette usine ne doit évidemment pas fermer. Ford le lâcheur doit payer ce qu'il faut, en laissant une activité de transition et en garantissant des fonds financiers. Le candidat repreneur potentiel, Punch, doit payer aussi sa part et ne pas faire des économies sur le dos des salariés, comme il est en train de le tenter. Les salariés de FAI en lutte ont déjà commencé à faire bouger les lignes et les postures du côté de Ford, comme du côté des pouvoirs publics. Mais pour réaliser l'exploit de sauver l'usine, il faut mettre une grosse pression ; pour cela, une mobilisation générale est nécessaire, des salariés de Ford, des salariés du privé comme du public, et de la population.